

7 octobre 2006

Est-ce uniquement la direction de Québec solidaire en Outaouais qui liquide la lutte pour l'indépendance ?



Au début d'octobre 2006, le site web national de Québec solidaire publiait une lettre au journal *Le Droit* écrite au début juillet par les porte-parole de Québec solidaire en Outaouais (QS-O). Cette lettre rejette, à juste titre, le néolibéralisme commun aux Libéraux et au PQ, prônant plutôt des hausses du salaire minimum, des prestations d'aide sociale et des impôts des riches et compagnies afin de les financer. Cependant, elle renvoie aussi dos-à-dos leurs positions opposées sur la question nationale québécoise :

« Tristement, la guerre des drapeaux des deux vieux partis politiques s'est faite au détriment de la véritable souveraineté, soit la liberté de faire des choix collectifs démocratiques. À quoi bon un drapeau ou un siège à l'ONU si le pays en question n'a plus la capacité de prendre en main son devenir, de protéger son environnement, d'offrir les services publics et de partager sa grande richesse? »

Ainsi la souveraineté « véritable » ne serait pas l'indépendance mais le principe de la liberté de choisir : du terrain de la politique on passe à celui des « valeurs » chères à la droite conservatrice. Ainsi l'indépendance toute nue ne vaudrait-elle rien : la direction de QS-O va jusqu'au bout du rapetissement de la revendication de l'indépendance, comme fin en soi pour résoudre l'oppression nationale du peuple québécois. Déjà, selon la Déclaration de principes de Québec solidaire (QS), elle n'était que simple moyen pour réaliser son projet de société :

« Sans être une garantie, la souveraineté est un moyen de fournir au Québec les outils nécessaires pour réaliser son projet de société et s'épanouir pleinement comme peuple »

Politiquement parlant, la Déclaration, qui d'ailleurs relègue la question nationale à la toute fin du texte, se moule complètement à la stratégie péquiste d'un référendum pour la souveraineté — jamais le mot trop compromettant 'indépendance' n'y est-il employé — le tout baignant dans l'huile « *d'une vaste démarche de démocratie participative* » qui n'engage à rien et permet tous les subterfuges étapistes. Sur ce terrain référendaire, le PQ a plus de crédibilité que QS car il a déjà organisé deux référendum en 1980 et en 1995.

La contradiction du PQ n'est pas là. Le PQ en appelle au peuple pour choisir la souveraineté tout en l'attaquant avec ses politiques néolibérales. Le nouveau chef du PQ va même jusqu'à proclamer un libre-échange doctrinaire : « *il faut soulager le capital, il faut que le Québec devienne l'endroit au monde où le capital est le mieux*

accueilli possible, créant de l'emploi et donnant de la richesse aux gens » (Le Devoir, 30 septembre 2006). Le malheureux SPQ-Libre, perdu dans cette galère où il ne représente que 1%, en a été contraint à une dénonciation publique. Comme une telle contradiction entre politique sociale et politique nationale ne crée pas de « conditions gagnantes », on comprend les hésitations de l'état-major péquiste face aux pressions populaires relayées par sa base pour s'engager fermement dans une démarche référendaire. Mieux vaut voguer de psychodrame en psychodrame que de se casser la gueule une troisième fois. Et l'on sait que selon l'idéologie de droite, « trois prises et on est mort » !

L'orientation générale de QS devrait normalement lui permettre de résoudre cette contradiction en liant stratégiquement libération sociale et libération nationale... à condition de ne pas subordonner l'une à l'autre. Peine perdue, la position stratégique de QS, par effet de miroir, ne fait qu'inverser l'étapisme péquiste. Il s'agit de réaliser comment est complètement absente la question nationale des prises de position de ses porte-parole et comment sa nouvelle porte-parole en chef avait refusé d'endosser l'indépendance dans sa plaquette. Or l'on sait à quoi s'en tenir en ce qui concerne l'étapisme : la deuxième étape est toujours reléguée aux Calendes grecques. Autrement dit, elle est affirmée dans les discours du dimanche pour mieux être niée dans l'immédiat. Or, par effet de boomerang, la négation de la deuxième étape entraîne nécessairement celle de la première. Car pour remporter la première étape il faudrait aussi disposer de l'énergie mobilisatrice générée par la deuxième.

On a là l'erreur classique des Fronts populaires du XX^{ie} siècle, par exemple lors de la guerre civile espagnole, où sociaux-démocrates et staliniens renoncèrent au programme sociale — réforme agraire, nationalisations et autogestion — pour avoir l'appui hésitant de la bourgeoisie dite progressiste dans la lutte contre le fascisme. Ainsi a-t-on en grande partie démobiliser le peuple espagnol, fer de lance de la lutte contre le fascisme, qui voulait certes vaincre le fascisme mais en le déracinant de son terreau de capitalisme mal déféodalisé qui l'exploitait et l'opprimait. Si dans l'Espagne de 1936, c'était le fascisme qui sauvait puis consolidait le capitalisme, au Québec et au Canada, c'est le fédéralisme, successeur historique du colonialisme, qui l'encadre en divisant les peuples du Canada sur la base de la construction d'une nation canadienne sur le dos des peuples conquis.

Les peuples québécois et acadien, depuis la Conquête — puis aborigènes à partir du XIX^{ie} siècle quand l'État n'eut plus besoin d'eux pour contrer la menace étasunienne et que les ressources de leurs territoires servirent de base à l'accumulation primitive du jeune capitalisme canadien — se sont systématiquement heurtés à la construction d'une nation canadienne. Pour ce faire, le colonisateur britannique puis la bourgeoisie canadienne ont combiné une politique d'immigration massive en anglais avec une politique d'atrophie du français. Cette stratégie de construction de l'État canadien comme prison des peuples conquis, auxquels s'ajoutent de plus en plus les minorités de couleur, se perpétue jusqu'à ce jour par le charcutage de la loi 101 et par la loi dite de la clarté tout comme par l'accaparement des ressources du grand et moyen Nord, y compris par le fédéraliste Québec Inc..

L'actualité ne cesse de rappeler au peuple québécois le profond mépris dont il est l'objet au Canada anglais. Le Globe and Mail, journal officieux de la bourgeoisie canadienne, refuse de s'excuser des propos racistes anti-Québec de sa journaliste Jan Wong. Celle-ci accuse les Québécois d'origine d'avoir suscité les tueries de Concordia, Polytechnique et de Dawson sous prétexte d'aliénation des Néo-Québécois alors que cette aliénation, en autant qu'elle soit une cause parmi d'autres, est d'abord le fait de la politique d'immigration assimilatrice pro-Canada du gouvernement fédéral qui isole les immigrants du Québec du peuple québécois, particulièrement les anglophones. Même la gouverneure générale se met de la partie en accusant le peuple québécois d'indifférence envers le Canada alors que c'est le contraire qui est surtout vrai si l'on en juge par le critère objectif du degré de bilinguisme de part et d'autre. Voilà que maintenant les faiseurs d'opinion canadiens-anglais se réjouissent que le Premier ministre canadien, seul contre tous, se soit fait le défenseur d'Israël au récent sommet d'une Francophonie, prétendument sans principes, qui n'en a ni plus ni moins que le Commonwealth.

Il faut se rendre à l'évidence : le racisme anti-Québec est aussi normal au Canada anglais que le racisme anti-arabe l'est en Israël. S'il s'y manifeste par beaucoup moins de violence, ce n'est qu'à cause de différences économiques — un degré similaire de développement socio-économique versus un rapport pays développé / tiers monde — politiques — un État unique versus des luttes armées pour le contrôle du territoire entre États antagoniques — et géopolitiques — l'arrière-cours du gendarme du monde versus le nœud gordien mondial des rivalités inter-impérialistes. Si, malgré la constante (ré)pression des forces fédéralistes canadiennes et québécoises, malgré le coup de couteau dans le dos des politiques néolibérales péquistes, malgré le nouvel étapisme de la direction de QS qui va jusqu'à la mise au rancart de la lutte pour l'indépendance en Outaouais, environ 45% du peuple québécois persiste, selon les sondages, à vouloir dire « oui » lors d'un référendum, c'est que la conscience de son oppression nationale est, à juste titre, enracinée dans l'histoire et sans cesse renouvelée par les gifles humiliantes ou condescendantes d'outre-Outaouais.

Prétendre régler la question sociale québécoise, qui va bien au-delà de l'élimination de la pauvreté qui ne saurait disparaître sans un tournant anticapitaliste, en négligeant la lutte pour l'indépendance c'est renoncer à faire le plein des énergies libératrices qui bouillonnent dans le ventre de chaque Québécoise et de chaque Québécois, même de la plupart des fédéralistes, pour qui l'Argent n'est pas tout.

On peut se demander à quoi est dû ce renoncement de la direction de QS à disputer au PQ la direction de la lutte historique de libération nationale du peuple québécois. Est-ce le fait d'une direction essentiellement issue de la bureaucratie, populaire et quelque peu syndicale, de moins en moins crédible auprès de sa base suite aux reculs socio-économiques du dernier quart de siècle que leur politique concertationniste et leurs méthodes de contrôle de leur base n'a pu empêcher ? Est-ce que cette direction croit se refaire une virginité sur le terrain de la politique partisane en y reproduisant la même politique et les mêmes méthodes ? Si c'est le cas, il n'y a alors rien de surprenant qu'elle ne cherche pas à renverser le statu-quo, ce que recèle la dynamique de la lutte

pour l'indépendance, mais à promouvoir un électoraliste « néolibéralisme à visage humain. »

Marc Bonhomme, 7 octobre 2006